



l'alliance

Alliance confédérale des syndicats libres

Bruxelles, le 06 septembre 2006

Sombre avenir pour la DGT et le multilinguisme

L'ALLIANCE travaille pour une Europe multiculturelle, multilingue, accessible à tous les citoyens de l'Union et défend l'existence d'une DGT qui assure la traduction de toutes les langues communautaires. **L'ALLIANCE** fait le point de la situation de la DGT qui, en moins de quatre ans, a changé trois fois de Directeur Général et subi trois restructurations, ce qui a empêché une gestion cohérente et efficace. La politique suivie par l'actuel Directeur Général a abouti à une forte réduction de la demande qui a créé artificiellement des sureffectifs, justifiant de pousser maintenant un grand nombre de collègues vers la porte, afin de récupérer leurs postes.

La politique de «**maîtrise de la demande**» appliquée depuis deux ans consiste à refuser systématiquement des demandes de traduction que les DG concernées font faire par d'autres moyens (traductions grises, freelances, stagiaires non qualifiés en traduction), sans aucun contrôle de qualité. Cette politique a abouti à une diminution de la charge de travail des langues UE8 (anciennes langues non procédurales) de plus de moitié depuis mai 2004 et à la création artificielle de sureffectifs. De plus, les besoins en personnel ont été sous-évalués d'environ 30% du fait qu'ils ont été calculés sur une base fictive et irréaliste de 6 pages/jour 220 jours par an.

Grâce à ces calculs biaisés, la DGT a prévu de supprimer 181 postes dans les départements UE8 et de réduire le nombre de leurs traducteurs à 55 par langue (sans tenir compte des temps partiels). Ce sont les unités de Bruxelles qui devraient être les plus affectées. La direction de la DGT n'a pas encore dit clairement quel sera le sort réservé aux occupants actuels de ces postes, ni indiqué la base sur laquelle les partants seront désignés. Cependant, la DGT finalise en secret son plan de réduction des effectifs et l'appliquera dès septembre 2006, en dehors de toute procédure de dialogue social. Comme il est probable que le nombre de volontaires sera insuffisant, il est prévu des « actions individuelles », consistant à convoquer les personnes concernées pour les inciter à s'en aller.

Comment peut-on justifier de se priver ainsi d'un personnel hautement qualifié et difficilement remplaçable? Pourquoi cette volonté de vider la DGT de ses traducteurs, qui obligera à augmenter fortement la productivité et à recourir largement à l'externalisation, au détriment de la qualité des traductions? Existe-t-il une intention délibérée d'affaiblir le service de traduction interne de la Commission, au bénéfice d'intérêts privés, et en contradiction totale avec toutes les belles paroles sur la promotion du multilinguisme dans les institutions européennes?

Face à cette situation opaque et dramatique, **L'ALLIANCE** confirme son soutien aux collègues traducteurs et demande :

- que soit immédiatement stoppée la déstabilisation des services pour valoriser le service de traduction, qui constitue une richesse fondamentale de la fonction publique européenne ;
- que cette nouvelle restructuration de la DGT effectuée au mépris des traducteurs et des règles de base du dialogue social soit immédiatement stoppée;
- que le coût réel de cette opération de démantèlement de la DGT soit évalué.

L'ALLIANCE invite tous les collègues concernés par les « mesures individuelles » qui seront prises par la direction de la DGT à prendre contact avec leurs représentants afin de déployer tous les moyens à notre disposition pour les défendre et faire échouer les projets de démantèlement de la DGT.

